

BRP INC.

RAPPORT DE GESTION

**POUR LE TRIMESTRE CLOS LE
30 AVRIL 2022**



CRÉATEURS D'AVENTURES

Table des matières

Glossaire.....	3
Mode de présentation.....	4
Énoncés prospectifs et mesures non conformes aux normes IFRS.....	4
Aperçu des activités.....	6
Secteurs à présenter.....	6
Facteurs ayant une incidence sur la performance de la Société.....	7
Sommaire.....	10
Performance dans le secteur du détail et statistiques du marché.....	11
Résultats d'exploitation.....	12
Situation de trésorerie et sources de financement.....	17
Situation financière consolidée.....	22
Arrangements hors bilan.....	23
Transactions entre parties liées.....	25
Instruments financiers.....	25
Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement.....	27
Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels.....	32
Estimations comptables critiques.....	35
Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.....	37
Contrôles et procédures.....	38
Facteurs de risque.....	39
Information sur les actions en circulation.....	39
Information supplémentaire.....	39

Glossaire

Abréviations	Description	Abréviations	Description
BAIIA	Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements	OEM	Original Equipment Manufacturer
ESG	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance	PAV	Pièces, accessoires et vêtements
EURIBOR	Euro Interbank Offered Rate	pdb	Points de base
Fonds de roulement	Les actifs courants moins les passifs courants	SOFR	Secured Overnight Financing Rate
IAS	International Accounting Standards	UGT	Unité génératrice de trésorerie
IFRS	International Financial Reporting Standards	VCC	Véhicules côte à côte
International	Toutes les régions sauf les États-Unis et le Canada	VTT	Véhicules tout-terrain
LIBOR	London Interbank Offered Rate	V3R	Véhicules à trois roues

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion fournit de l'information sur la situation financière et les résultats d'exploitation de BRP inc. (la « Société » ou « BRP ») pour le premier trimestre de l'exercice se clôturant le 31 janvier 2023. Il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés non audités pour le trimestre clos le 30 avril 2022. Certaines informations figurant dans le présent rapport de gestion contiennent des déclarations prospectives assorties de risques et d'incertitudes. Les résultats réels pourraient différer de façon importante des énoncés prospectifs sous-jacents en raison de divers facteurs, y compris ceux décrits à la rubrique « Énoncés prospectifs » du présent rapport de gestion. Le présent rapport de gestion reflète l'information dont dispose la Société au 2 juin 2022.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (les « normes IFRS ») et conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, sauf indication contraire. L'exercice de la Société couvre la période de 12 mois se clôturant le 31 janvier. Toute référence dans ce rapport de gestion à l'« exercice 2023 », à l'« exercice 2022 » et à l'« exercice 2021 » de la Société s'entend des exercices clos les 31 janvier 2023, 2022 et 2021, respectivement.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 2 juin 2022 et il se fonde sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

Énoncés prospectifs et mesures non conformes aux normes IFRS

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables, qui portent sur les plans, les perspectives, les attentes, les anticipations, les estimations et intentions, les résultats, le degré d'activité, la performance, les objectifs, les cibles, les buts ou les réalisations, les priorités et stratégies, la situation financière, la position sur le marché, les capacités, la position en regard de la concurrence et les opinions actuels et futurs de la Société, ainsi que sur les perspectives et les tendances actuelles et futures des secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités, la croissance prévue de la demande pour les produits et les services sur les marchés dans lesquels la Société offre ses produits, les activités de recherche et développement de produits, y compris la conception, les caractéristiques, la capacité ou la performance projetées de produits à venir et les dates prévues de leur mise en marché, et les besoins financiers prévus et la disponibilité des sources de financement et des liquidités, ou sur d'autres événements ou faits nouveaux à venir, ainsi que d'autres énoncés qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de », « prévisions », « tendances », « indications », « croire », « être d'avis que », « estimer », « perspectives », « prédire », « prévoir », « probable », « potentiel » ou « éventuel », au futur ou au conditionnel, à la forme affirmative ou négative, ou à l'emploi de leurs variantes ou de termes comparables.

Les énoncés prospectifs sont présentés dans le but d'aider les lecteurs à comprendre certains éléments clés des objectifs, buts, cibles, priorités stratégiques, attentes et plans actuels de la Société, ainsi que de mieux comprendre les activités de la Société et l'environnement dans lequel la Société prévoit exercer ses activités. Les lecteurs sont prévenus que de telles informations pourraient ne pas convenir à d'autres fins; les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des risques et des incertitudes et sont fondés sur plusieurs hypothèses, tant générales que particulières. La Société met le lecteur en garde contre le fait que ces hypothèses pourraient ne pas se concrétiser et qu'en raison de la conjoncture économique actuelle, ces hypothèses, qui étaient considérées raisonnables au moment où elles ont été formulées, comportent un degré d'incertitude élevé. Ces énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties de la performance future et comportent des risques, des incertitudes et d'autres éléments, connus ou non, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou la performance réels de la Société ou du secteur diffèrent considérablement des perspectives ou des résultats ou de la performance futurs sous-entendus par ces énoncés. En outre, de nombreux facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou la performance réels de la Société ou les événements ou faits nouveaux à venir diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs de risque décrits de façon plus détaillée dans la rubrique « Facteurs de risque » de sa notice annuelle datée du 24 mars 2022.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont faits en date des présentes, et la Société n'a pas l'intention et décline toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser afin de refléter des événements futurs ou des changements de circonstances ou d'opinions, sauf si elle y est tenue en vertu de la réglementation en valeurs mobilières applicable. Si la Société décidait de mettre à jour un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, il ne faudrait pas en conclure que la Société fera d'autres mises à jour relatives à cet énoncé, à des questions connexes ou à tout autre énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés expressément sous réserve de la présente mise en garde.

La Société a formulé un certain nombre d'hypothèses liées à l'économie, au marché et à son exploitation dans la préparation et la formulation de certains énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion, y compris : une croissance à long terme raisonnable du secteur, allant d'une légère baisse de quelques points de pourcentage à un niveau se situant dans le haut de la tranche de 1 pour cent à 10 pour cent, selon l'hypothèse que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement n'empirent pas; le maintien ou l'augmentation modérée de la part de marché; une conjoncture économique stable en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, et une incidence limitée du conflit armé en Ukraine et de la crise sanitaire qui continue de sévir à l'échelle mondiale; les principales monnaies dans lesquelles la Société exerce ses activités demeureront près des niveaux actuels; le taux d'inflation devrait demeurer élevé en raison de la forte demande, des pénuries de stocks et des prix élevés de l'énergie, et devrait diminuer progressivement à mesure que les banques centrales hausseront les taux d'intérêt; il n'y aura aucun changement important aux lois fiscales, aux accords de libre-échange ou aux traités applicables à la Société; les marges actuelles de la Société demeureront près de leur niveau actuel; la base d'approvisionnement pourra continuer de soutenir le développement de produits et les taux de production prévus selon des modalités commercialement acceptables en temps opportun; aucune nouvelle barrière commerciale ne sera imposée entre les territoires où la Société exerce ses activités; l'absence de conditions météorologiques inhabituellement défavorables, en particulier en période de pointe. BRP met le lecteur en garde contre le fait que ces hypothèses pourraient ne pas se concrétiser et que, en raison de la conjoncture économique actuelle, ces hypothèses, qui étaient considérées raisonnables au moment où elles ont été formulées, pourraient comporter un degré d'incertitude élevé.

Mesures non conformes aux normes IFRS

Le présent rapport de gestion renvoie à certaines mesures non conformes aux normes IFRS. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et sont donc difficilement comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information additionnelle en complément des mesures conformes aux normes IFRS, de manière à favoriser une compréhension approfondie des résultats d'exploitation de la Société du point de vue de la direction. Ainsi, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de l'information financière de la Société présentée en vertu des normes IFRS.

La Société définit et rapproche ces mesures dans la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement » du présent rapport de gestion.

Aperçu des activités

BRP est un chef de file mondial dans les domaines de la conception, du développement, de la fabrication, de la distribution et de la commercialisation de produits de sports motorisés et de produits marins. La Société est un fabricant de véhicules récréatifs motorisés et de produits marins diversifié et elle offre aux amateurs une variété de produits passionnants, stylés et puissants pouvant être utilisés toute l'année sur divers types de terrains. Le portefeuille de marques et de produits diversifiés de la Société pour le Groupe sports motorisés comprend les VTT, les VCC et les V3R Can-Am, les motoneiges Ski-Doo et Lynx, les motomarines et les pontons Sea-Doo, et les moteurs Rotax pour les karts et les avions récréatifs. Pour le Groupe marin, le portefeuille de marques et de produits comprend les bateaux Alumacraft et Quintrex, les pontons Manitou ainsi que les moteurs Rotax pour les bateaux à jet à injection directe. La Société offre également des PAV liés à ses gammes de produits.

La Société emploie près de 20 000 personnes, principalement dans des centres de fabrication et de distribution situés au Mexique, au Canada, en Autriche, aux États-Unis, en Finlande et en Australie. La Société vend ses produits dans plus de 120 pays. Les produits sont vendus directement par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 2 800 concessionnaires dans 21 pays, ainsi que par l'intermédiaire d'un réseau d'environ 170 distributeurs servant environ 460 concessionnaires additionnels.

Secteurs à présenter

BRP et ses filiales (la « Société ») conçoivent, développent, fabriquent et vendent des produits de sports motorisés et des produits marins. La Société compte deux secteurs opérationnels, soit le secteur Groupe sports motorisés (produits toutes saisons, produits saisonniers et PAV et moteurs pour OEM) et le secteur Groupe marin.

Groupe sports motorisés

Produits toutes saisons

Les produits toutes saisons se composent des véhicules de BRP qui sont vendus et utilisés tout au long de l'année dans la plupart des climats, et ils comprennent les gammes de VTT, de VCC et de V3R. Tous les produits de la catégorie des produits toutes saisons sont vendus sous la marque Can-Am. Les VTT, les VCC et les V3R Can-Am emploient tous les moteurs Rotax de BRP.

Produits saisonniers

Les produits saisonniers se composent des produits de BRP qui s'emploient généralement pendant des saisons précises. Ces produits comprennent les motoneiges, qui sont principalement utilisées en hiver et pour lesquelles les ventes aux concessionnaires se concentrent dans les mois de septembre à janvier, ainsi que les motomarines, qui sont principalement utilisées en été, pour lesquelles les ventes aux concessionnaires se concentrent dans les mois de janvier à avril. Ces produits emploient tous les moteurs Rotax de BRP.

Pièces, accessoires et vêtements et moteurs pour OEM

Les PAV et les moteurs Rotax comprennent les pièces, accessoires et vêtements (les « PAV »), les moteurs pour les karts et les avions récréatifs ainsi que les autres services.

Groupe marin

Le Groupe marin comprend des bateaux, des pontons, des moteurs à jet à injection directe et des moteurs hors-bord pour bateaux, ainsi que des PAV et autres services connexes. BRP offre, dans la catégorie des bateaux, les bateaux Alumacraft et Quintrex ainsi que les pontons Manitou, et dans la catégorie des moteurs marins, les moteurs Rotax pour bateaux à jet à injection directe.

Le tableau suivant présente le pourcentage du total des revenus pour chaque secteur.

Proportion du total des revenus (en pourcentage)	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Produits toutes saisons	51,6 %	51,0 %
Produits saisonniers	22,6 %	25,6 %
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	19,0 %	16,6 %
Total – Groupe sports motorisés	93,2 %	93,2 %
Groupe marin	6,8 %	6,8 %
Total des revenus	100,0 %	100,0 %

Facteurs ayant une incidence sur la performance de la Société

Revenus et coûts du programme de vente

Les revenus de la Société sont principalement tirés de la vente aux concessionnaires et aux distributeurs des véhicules qu'elle fabrique, y compris les produits toutes saisons, les produits saisonniers, les PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM ainsi que les produits marins. Les revenus sont habituellement comptabilisés lorsque les produits sont expédiés aux concessionnaires ou aux distributeurs depuis les installations de la Société.

Afin de soutenir les activités de vente en gros de la Société et les activités de détail des concessionnaires et des distributeurs, la Société peut fournir divers programmes de vente consistant en des incitatifs monétaires et non monétaires. Les incitatifs monétaires se composent principalement de rabais accordés aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients, d'une ristourne accordée aux concessionnaires et aux distributeurs, d'une période de couverture gratuite ou prolongée accordée en vertu de programmes de financement des stocks à l'intention des concessionnaires et des distributeurs et de programmes de financement au détail. Le coût de ces incitatifs monétaires est comptabilisé en réduction des revenus. Les incitatifs non monétaires se composent principalement de garanties prolongées ou de PAV gratuits. Quand une garantie prolongée est accordée lors de l'achat d'un produit, une tranche des revenus comptabilisés lors de la vente de ce produit devrait être différée et comptabilisée pendant la période de couverture de la garantie prolongée. Le coût des PAV gratuits est comptabilisé dans le coût des ventes.

Le soutien fourni aux concessionnaires, aux distributeurs et aux clients a tendance à augmenter lorsque la conjoncture économique est difficile, lorsque les conditions du marché changent et exigent le lancement de nouveaux programmes ou de programmes plus concurrentiels, ou lorsque le niveau des stocks des concessionnaires et des distributeurs est jugé trop élevé.

En vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait avoir à racheter des produits repris neufs inutilisés advenant certains manquements de la part de concessionnaires ou de distributeurs. Les coûts de reprise de possession ont tendance à être plus élevés lorsque les concessionnaires ou les distributeurs font face à des conditions de vente au détail difficiles persistantes et lorsque leur niveau de stocks non courants est élevé. Au cours du dernier exercice et de l'exercice en cours, la Société n'a pas connu de reprises de possession importantes en vertu des ententes de financement des stocks des concessionnaires et des distributeurs. Se reporter à la rubrique « Arrangements hors bilan » du présent rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements sur les ententes de financement relatives aux stocks des concessionnaires et des distributeurs.

Coût des matières

Environ 75 % du coût des ventes de la Société se compose des matières utilisées lors du processus de fabrication. Par conséquent, la Société est exposée à la fluctuation du prix de certaines matières premières, comme l'aluminium, l'acier, le plastique, les résines, l'acier inoxydable, le cuivre, le caoutchouc et certains métaux du groupe des terres rares. La Société est également exposée à la fluctuation des prix du carburant relativement à ses activités d'approvisionnement et de distribution. La Société ne couvre pas son exposition à long terme à de telles fluctuations du prix; par conséquent, une hausse du prix des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société dans l'éventualité où celle-ci serait incapable de transférer de telles hausses de coûts à ses concessionnaires, à ses distributeurs ou à ses consommateurs.

Coût au titre des garanties

Les garanties régulières offertes par la Société couvrent généralement des périodes allant de six mois à cinq ans pour la plupart des produits. Dans certaines circonstances, en vertu par exemple de certains programmes de vente, pour certains comptes commerciaux ou conformément à des règlements locaux, la Société offre des garanties prolongées. Au cours de la période de garantie, la Société s'engage à rembourser aux concessionnaires et aux distributeurs la totalité du coût des réparations ou des remplacements effectués relativement aux produits (à savoir principalement les pièces ou les accessoires fournis par la Société et les coûts de main-d'œuvre engagés par les concessionnaires ou les distributeurs). De plus, la Société vend, dans le cours normal des activités, et donne, en vertu de certains programmes de vente, des garanties prolongées sur ses produits.

Dans le cadre de son processus de développement, la Société s'assure que chaque stade du développement d'un nouveau produit respectera des normes de qualité supérieure. Cette approche comprend la conception de spécifications détaillées des produits, l'évaluation de la qualité du réseau d'approvisionnement et des méthodes de fabrication, ainsi que des exigences de tests détaillés lors du stade de développement des produits. Des inspections de qualité, effectuées durant le processus de fabrication et une fois celui-ci clos, assurent également la qualité des produits.

La Société enregistre une provision au titre des garanties régulières lorsque les produits sont vendus. Bien que la direction soit d'avis que la Société, en fonction de l'information actuellement disponible, dispose de provisions suffisantes pour couvrir les réclamations futures au titre des garanties sur les produits vendus, les montants des réclamations futures pourraient différer de façon importante des provisions comptabilisées aux états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière. Dans le cas des garanties prolongées, les réclamations sont inscrites dans le coût des ventes lorsqu'elles sont engagées.

Taux de change

Les revenus de la Société sont présentés en dollars canadiens, mais sont principalement générés en dollars américains, en dollars canadiens et en euros. Les revenus de la Société présentés en dollars canadiens sont exposés, dans une moindre mesure, aux fluctuations du dollar australien, du real brésilien, de la couronne suédoise, de la couronne norvégienne, de la livre sterling, du dollar néo-zélandais, du peso mexicain et du rouble russe. Les coûts engagés par la Société sont principalement libellés en dollars canadiens, en dollars américains et en euros, et, dans une moindre mesure, en pesos mexicains. Par conséquent, les revenus, la marge brute et le bénéfice d'exploitation présentés en dollars canadiens sont exposés aux fluctuations des taux de change. Les installations de la Société, qui sont situées dans différents pays, permettent d'atténuer son exposition par rapport aux différentes devises.

Au 30 avril 2022, la Société avait un solde exigible de 1 488,6 millions \$ US (1 906,1 millions \$) en vertu de sa facilité à terme de 1 535,0 millions \$ US (1 965,5 millions \$) (la « facilité à terme »), ce qui donne lieu à un gain ou à une perte au résultat de la Société lorsque le taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, à la clôture d'une période, varie par rapport à celui à l'ouverture de cette période. Les charges d'intérêts de la Société sur la facilité à terme sont également exposées aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Actuellement, la Société ne couvre pas l'exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien découlant de sa facilité à terme; par conséquent, une hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien pourrait avoir une incidence défavorable sur le bénéfice net de la Société.

Pour plus de détails sur l'exposition de la Société aux fluctuations des taux de change, se reporter à la rubrique « Instruments financiers – Risque de change » du présent rapport de gestion.

Frais financiers nets (frais financiers diminués des produits financiers)

Les frais financiers nets sont principalement engagés relativement à la dette à long terme, au passif au titre des régimes de retraite à prestations définies et aux facilités de crédit renouvelables. Au 30 avril 2022, la dette à long terme de la Société s'établissait à 2 043,7 millions \$, montant principalement composé de la facilité à terme, qui porte intérêt au taux LIBOR majoré de 2,00 %. La Société a conclu des contrats de taux plafonds garantis limitant son exposition aux hausses des taux d'intérêt.

Impôt sur le résultat

La Société est assujettie à l'impôt sur le résultat des juridictions, pays, états et provinces où elle exerce des activités. Le taux d'imposition prévu par la loi canadienne s'établissait à 26,5 % pour le trimestre clos le 30 avril 2022. Cependant, le taux d'imposition effectif consolidé de la Société dépend de divers facteurs, dont la répartition des profits ou des pertes comptables avant impôt enregistrés dans différentes juridictions fiscales au sein desquelles elle exerce ses activités et le gain ou la perte de change sur la facilité à terme. La Société s'attend à payer des impôts en trésorerie dans toutes les juridictions où elle exerce des activités pour l'exercice 2023, à l'exception des États-Unis, où elle prévoit utiliser ses attributs fiscaux pour compenser son bénéfice imposable ou l'impôt à payer.

Caractère saisonnier

Les revenus et le bénéfice d'exploitation de la Société subissent d'importantes fluctuations d'un trimestre à l'autre. En général, les ventes en gros de produits de la Société sont les plus élevées au cours de la période précédant immédiatement leur saison d'utilisation respective, ainsi qu'au cours de cette saison. Cependant, la composition des produits vendus peut varier de façon importante dans le temps en raison des variations de la demande saisonnière et géographique, de l'introduction de nouveaux modèles et produits et de l'échéancier de production de certains types de produits. Par conséquent, il est probable que les résultats financiers de la Société varieront de façon importante d'une période à l'autre.

Sommaire

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que le coronavirus (la « COVID-19 ») était à l'origine d'une pandémie mondiale. Cette éclosion a amené les gouvernements du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Cet événement n'a fait que renforcer la position avantageuse de la Société au cours des trimestres suivants, ses produits constituant une solution attrayante en matière de distanciation sociale et d'activités extérieures pour les nouveaux consommateurs et les consommateurs existants de sports motorisés. Cette augmentation de l'activité commerciale, ressentie dans de multiples secteurs, a accentué la pression sur la chaîne d'approvisionnement mondiale à mesure que la demande s'intensifiait et, à son tour, a forcé de multiples intervenants du marché, y compris BRP, à innover et à trouver d'autres moyens de trouver des matériaux, de réviser et d'adapter les calendriers de production et de livrer des unités à son réseau de concessionnaires, pour qui la demande au détail est sans précédent.

Dans un contexte de hausse continue de l'inflation, le premier trimestre de l'exercice 2023 a été marqué par la persistance des perturbations et des pratiques non efficaces relativement à la chaîne d'approvisionnement pour la Société par rapport au premier trimestre de l'exercice 2022 et au quatrième trimestre de l'exercice 2022. Par conséquent, cette situation a limité la capacité de la Société à répondre à la demande des consommateurs et à reconstituer les stocks des concessionnaires, ce qui a ensuite limité la disponibilité des produits au sein du réseau par rapport aux niveaux saisonniers optimaux. Ces perturbations liées à la chaîne d'approvisionnement, qui devraient persister tout au long de l'exercice 2023, ont également donné lieu à une augmentation du nombre d'unités essentiellement achevées dans l'attente de pièces manquantes.

En dépit de ces difficultés, la Société a optimisé l'expédition de pièces manquantes au sein de son réseau de concessionnaires, ce qui s'est traduit par un taux de conversion élevé d'unités essentiellement achevées disponibles pour la vente au détail, et elle a révisé son calendrier de production en fonction du caractère saisonnier et de la disponibilité des composantes. La Société a mis en œuvre des initiatives stratégiques en matière d'établissement de prix visant à réduire les pressions inflationnistes, ce qui a atténué l'incidence sur la rentabilité de la Société. La légère hausse des revenus enregistrée au premier trimestre de l'exercice 2023 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2022 s'explique également par la vigueur des ventes au détail de VCC, qui témoigne d'un intérêt soutenu des consommateurs.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action et la marge)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (\$)
	30 avril 2022	30 avril 2021		
État des résultats				
Revenus	1 809,3 \$	1 808,6 \$	0,7 \$	—
Marge brute	454,4	542,0	(87,6)	(16,2) %
Pourcentage de marge brute	25,1 %	30,0 %	s.o.	(487) pb
Bénéfice d'exploitation	199,6	316,5	(116,9)	(36,9) %
BAlIA normalisé ¹	272,1	379,0	(106,9)	(28,2) %
Bénéfice net	121,0	244,4	(123,4)	(50,5) %
Bénéfice net normalisé ¹	137,1	222,0	(84,9)	(38,2) %
Bénéfice par action – dilué	1,46	2,79	(1,33)	(47,7) %
Bénéfice normalisé par action – dilué ¹	1,66	2,53	(0,87)	(34,4) %

Événements récents

Importante offre publique de rachat

Le 11 mai 2022, la Société a annoncé qu'elle avait pris livraison de, et payé, 2 427 184 actions à droit de vote subalterne au prix de 103,00 \$ par action en vertu de l'importante offre publique de rachat de BRP afin de racheter aux fins d'annulation un certain nombre de ses actions pour un prix d'achat total d'environ 250,0 millions \$.

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Performance dans le secteur du détail et statistiques du marché

Stocks des concessionnaires nord-américains

Au 30 avril 2022, les stocks de produits de sports motorisés des concessionnaires nord-américains avaient augmenté de 20 % par rapport au 30 avril 2021. En dépit des contraintes liées à la chaîne d'approvisionnement, la Société a été en mesure d'expédier davantage d'unités, principalement des VCC et des VTT, à son réseau de concessionnaires à la fin du premier trimestre.

Au 30 avril 2022, les stocks de produits de sports motorisés des concessionnaires nord-américains avaient diminué de 67 % par rapport au 30 avril 2020, ce qui met davantage en lumière le faible niveau des stocks au sein du réseau de concessionnaires de la Société, en dépit de la légère hausse observée au cours du premier trimestre de l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022.

Ventes au détail en Amérique du Nord – pour le premier trimestre de l'exercice 2023

Les ventes au détail de produits de sports motorisés de la Société en Amérique du Nord ont diminué de 9 % pour le trimestre clos le 30 avril 2022 par rapport au trimestre clos le 30 avril 2021. La diminution est principalement attribuable à la disponibilité limitée des produits en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

- ✓ Les ventes au détail de produits toutes saisons en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 10 pour cent à 20 pour cent par rapport au trimestre clos le 30 avril 2021. En comparaison, l'industrie des produits toutes saisons a affiché une diminution d'un niveau de pourcentage se situant dans le milieu de la tranche de 20 pour cent à 30 pour cent au cours de la même période.
- ✓ Les ventes au détail de produits saisonniers en Amérique du Nord ont diminué d'un niveau de pourcentage se situant dans le milieu de la tranche de 1 pour cent à 10 pour cent par rapport au trimestre clos le 30 avril 2021. En comparaison, l'industrie des produits saisonniers a affiché une diminution d'un niveau de pourcentage se situant dans le bas de la tranche de 1 pour cent à 10 pour cent au cours de la même période.

Les ventes au détail de produits marins de la Société en Amérique du Nord ont diminué de 47 % par rapport au trimestre clos le 30 avril 2021, également en raison d'une plus faible disponibilité des produits en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Résultats d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf les données sur la marge)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2022	30 avril 2021		
État des résultats				
Revenus	1 809,3 \$	1 808,6 \$	0,7 \$	—
Marge brute	454,4	542,0	(87,6)	(16,2) %
Pourcentage de marge brute	25,1 %	30,0 %	s.o.	(490) pb
Charges d'exploitation	254,8	225,5	29,3	13,0 %
BAlIA normalisé ¹	272,1	379,0	(106,9)	(28,2) %
Frais financiers nets	13,7	81,5	(67,8)	(83,2) %
Impôt sur le résultat	48,7	65,7	(17,0)	(25,9) %
Bénéfice net	121,0	244,4	(123,4)	(50,5) %

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Revenus

L'augmentation des revenus s'explique principalement par les prix favorables dans toutes les gammes de produits, essentiellement contrebalancés par une composition défavorable des ventes de produits toutes saisons et par la baisse du volume de ventes de produits saisonniers en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la fluctuation défavorable de 27 millions \$ des taux de change.

Marge brute

Les diminutions de la marge brute et du pourcentage de marge brute découlent de la hausse des coûts liés à la logistique, aux marchandises et à la main-d'œuvre attribuable aux pratiques non efficaces liées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de l'augmentation des coûts liés aux garanties. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par les prix favorables conjugués à moins de programmes de vente en raison du contexte de vente au détail solide et de la disponibilité limitée des produits, ainsi que par l'issue favorable d'une réclamation d'assurance liée aux stocks. Les diminutions comprennent en outre une fluctuation défavorable de 9 millions \$ des taux de change.

Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente la répartition des charges d'exploitation de la Société pour le trimestre clos le 30 avril 2022 par rapport au trimestre clos le 30 avril 2021.

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2022	30 avril 2021		
Vente et marketing	104,4 \$	100,2 \$	4,2 \$	4,2 %
Recherche et développement	84,0	65,8	18,2	27,7 %
Frais généraux et administratifs	70,1	64,8	5,3	8,2 %
Autres revenus d'exploitation	(3,7)	(5,3)	1,6	n.s. ^[a]
Charges d'exploitation	254,8 \$	225,5 \$	29,3 \$	13,0 %

^[a] n.s. – Non significatif

L'augmentation des charges d'exploitation est principalement attribuable à une hausse des frais de recherche et développement en vue de soutenir la croissance future. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une fluctuation favorable des taux de change de 2 millions \$.

BAlIA normalisé¹

La diminution du BAlIA normalisé¹ est principalement attribuable à la baisse de la marge brute découlant des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et à la hausse des charges d'exploitation, principalement à l'égard de la recherche et du développement.

Frais financiers nets

La diminution des frais financiers nets est principalement attribuable aux coûts de transaction engagés relativement à la facilité à terme par suite de la modification finalisée au premier trimestre de l'exercice 2022, ainsi qu'à la perte de 21,3 millions \$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de l'exercice 2022, contre un gain de 1,8 million \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2023. Les gains et les pertes dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités représentent l'écart entre le cours par action utilisé pour établir le passif financier et le montant réellement payé pour le rachat des actions au cours des périodes de restrictions réglementaires ou de restriction sur les transactions que la Société s'impose.

Impôt sur le résultat

La diminution de la charge d'impôt est essentiellement attribuable à la baisse du bénéfice d'exploitation. Le taux d'imposition effectif s'est établi à 28,7 % pour le trimestre clos le 30 avril 2022, comparativement à 21,2 % pour le trimestre clos le 30 avril 2021. L'augmentation est surtout attribuable au traitement fiscal et comptable (du gain) de la perte de change relativement à la facilité à terme et à une répartition défavorable des profits et des pertes comptables enregistrés dans différentes juridictions fiscales, facteurs contrebalancés en partie par le traitement fiscal et comptable (du gain) de la perte dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Bénéfice net

La diminution du bénéfice net est principalement attribuable à la baisse du bénéfice d'exploitation, partiellement contrebalancée par la baisse de la charge d'impôt, la baisse des frais financiers nets et l'incidence défavorable de la fluctuation des taux de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains.

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Analyse des résultats sectoriels pour le premier trimestre de l'exercice 2023

La rubrique suivante présente un sommaire de la performance financière des secteurs de la Société pour le trimestre clos le 30 avril 2022, par rapport à la période correspondante close le 30 avril 2021. Les transactions intersectorielles sont comprises dans cette analyse.

Résultats sectoriels (en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2022	30 avril 2021		
Produits¹				
Groupe sports motorisés				
Produits toutes saisons	934,4 \$	922,5 \$	11,9 \$	1,3 %
Produits saisonniers	408,7	463,4	(54,7)	(11,8) %
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	343,6	300,8	42,8	14,2 %
Groupe marin	132,2	127,4	4,8	3,8 %
Marge brute				
Groupe sports motorisés	434,3	518,8	(84,5)	(16,3) %
<i>En pourcentage des revenus</i>	25,7 %	30,8 %	s.o.	(510) pb
Groupe marin	20,1	23,2	(3,1)	(13,4) %
<i>En pourcentage des revenus</i>	15,2 %	18,2 %	s.o.	(300) pb

1. Incluant les transactions intersectorielles.

Groupe sports motorisés

Revenus

Produits toutes saisons

L'augmentation des revenus tirés des produits toutes saisons est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de VCC et aux prix favorables pour toutes les gammes de produits. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes de V3R en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que par la fluctuation défavorable de 10 millions \$ des taux de change.

Produits saisonniers

La diminution des revenus tirés des produits saisonniers est principalement attribuable à la baisse du volume de ventes en gros de motomarines en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Cette diminution comprend une fluctuation défavorable de 9 millions \$ des taux de change. La diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse du volume de ventes de motoneiges en raison des livraisons tardives d'unités de modèles 2022 au premier trimestre de l'exercice 2023 en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, par les prix favorables et par la baisse des programmes de vente attribuable au contexte de vente au détail solide.

PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM

L'augmentation des revenus tirés des PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM est principalement attribuable à la hausse du volume de ventes de moteurs d'avions récréatifs et de PAV, aux prix favorables et à la baisse des programmes de vente en raison du contexte de vente au détail solide et de l'utilisation accrue des véhicules. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par l'incidence défavorable de 7 millions \$ des taux de change.

Marge brute

Les diminutions de la marge brute et du pourcentage de marge brute découlent de la hausse des coûts liés à la logistique, aux marchandises et à la main-d'œuvre attribuable aux pratiques non efficaces liées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de l'augmentation de la provision au titre des garanties liée aux produits toutes saisons. Ces diminutions ont été contrebalancées en partie par les prix favorables et par l'issue favorable d'une réclamation d'assurance liée aux stocks. Cette diminution comprend une fluctuation défavorable de 8 millions \$ des taux de change.

Groupe marin

Revenus

L'augmentation des revenus tirés du secteur Groupe marin est principalement attribuable à une composition favorable des ventes d'unités et aux prix favorables. L'augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse du volume de ventes d'unités et de PAV découlant des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Marge brute

La diminution de la marge brute est principalement attribuable à la hausse des coûts liés à la logistique, aux marchandises et à la main-d'œuvre attribuable aux pratiques non efficaces liées aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, conjuguée à la baisse du volume de ventes d'unités et de PAV en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

Tendances géographiques pour le premier trimestre de l'exercice 2023

Revenus

Revenus par territoire (en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Écart (\$)	Écart (%)
	30 avril 2022	30 avril 2021		
Revenus (\$)				
États-Unis	1 031,0 \$	1 021,9 \$	9,1 \$	0,9 %
Canada	280,1	276,0	4,1	1,5 %
International	498,2	510,7	(12,5)	(2,4) %
Total des revenus (\$)	1 809,3 \$	1 808,6 \$		
Revenus (%)				
États-Unis	57,0 %	56,5 %	s.o.	50 pb
Canada	15,5 %	15,3 %	s.o.	20 pb
International	27,5 %	28,2 %	s.o.	(70) pb
Total des revenus (%)	100,0 %	100,0 %		

États-Unis

L'augmentation des revenus enregistrés aux États-Unis est principalement attribuable aux prix favorables dans toutes les gammes de produits, ainsi qu'à la baisse des programmes de vente en raison du contexte de vente au détail solide. L'augmentation a été contrebalancée en partie par une composition défavorable des ventes de V3R et de VCC ainsi que par le volume défavorable des ventes de motomarines. L'augmentation comprend une incidence favorable du change de 5 millions \$.

Canada

L'augmentation des revenus enregistrés au Canada est principalement attribuable aux prix favorables dans toutes les gammes de produits et à la hausse du volume de ventes de motoneiges, partiellement contrebalancés par une composition défavorable des ventes de V3R et du volume défavorable des ventes de motomarines.

International

La diminution des revenus enregistrés à l'International découle principalement de la baisse du volume et de la composition défavorable des ventes de motomarines et de V3R, facteurs contrebalancés en partie par les prix favorables dans toutes les gammes de produits. Cette diminution comprend l'incidence défavorable de 32 millions \$ des taux de change.

Taux de change

Les principaux taux de change moyens ayant servi à convertir les revenus et les charges libellés en devises, sans tenir compte de l'incidence des programmes de couverture de la Société, s'établissaient comme suit pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

	30 avril 2022	30 avril 2021
Dollar américain	1,2668 \$ CA/\$ US	1,2585 \$ CA/\$ US
Euro	1,4007 \$ CA/€	1,5094 \$ CA/€

Les principaux taux de change de clôture ayant servi à convertir les actifs et les passifs libellés en devises s'établissaient comme suit :

	30 avril 2022	31 janvier 2022
Dollar américain	1,2805 \$ CA/\$ US	1,2696 \$ CA/\$ US
Euro	1,3493 \$ CA/€	1,4234 \$ CA/€

Lorsque l'on compare le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant impôt du trimestre clos le 30 avril 2022 au bénéfice d'exploitation et au bénéfice avant impôt de la période correspondante close le 30 avril 2021, l'incidence des fluctuations des taux de change s'établit comme suit :

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	(Gain) perte de change Trimestre
Revenus	27,0 \$
Coût des ventes	(18,5)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la marge brute	8,5
Charges d'exploitation	(1,6)
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice d'exploitation	6,9
Dette à long terme	91,3
Frais financiers nets	(2,1)
Incidence des fluctuations des taux de change sur le bénéfice avant impôt	96,1 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

Situation de trésorerie

Les principales sources de trésorerie de la Société sont les soldes existants en espèces, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et les emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables et de la facilité à terme.

La Société utilise principalement la trésorerie pour financer ses activités, ses besoins en matière de fonds de roulement et ses dépenses en immobilisations relatives au développement de produits et aux infrastructures. La variation des besoins en matière de fonds de roulement découle principalement du caractère saisonnier du calendrier de production et des expéditions de produits de la Société.

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie nets par activité pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(333,1) \$	164,9 \$
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(107,5)	(97,0)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	232,5	(707,9)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(2,4)	5,2
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(210,5)	(634,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	265,8	1 325,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	55,3 \$	690,9 \$
Flux de trésorerie disponibles ¹	(442,1) \$	67,7 \$

Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Bénéfice net	121,0 \$	244,4 \$
Éléments hors exploitation et sans effet de trésorerie :	158,0	134,8
Variations du fonds de roulement	(458,5)	(153,0)
Impôt payé, déduction faite des remboursements	(153,6)	(61,3)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(333,1) \$	164,9 \$

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation ont totalisé 333,1 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2022, comparativement à des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation de 164,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021. La diminution de 498,0 millions \$ des flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation est principalement attribuable à des variations défavorables du fonds de roulement. Les variations défavorables du fonds de roulement tiennent surtout à l'augmentation des stocks compris dans les matériaux et produits en cours. Ces facteurs sont attribuables à des perturbations de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement qui ont empêché la conversion d'unités essentiellement achevées en produits finis, ainsi qu'à une baisse du solde des dettes fournisseurs elle-même attribuable aux modalités de paiement ajustées pour les fournisseurs dans le cadre de la stratégie d'approvisionnement dans un contexte de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(92,6) \$	(85,5) \$
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(16,4)	(11,7)
Autres	1,5	0,2
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(107,5) \$	(97,0) \$

Les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement ont totalisé 107,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2022, comparativement à 97,0 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021. L'augmentation de 10,5 millions \$ tient principalement aux investissements visant à augmenter la capacité de production et aux investissements visant à moderniser l'infrastructure logicielle de la Société et à soutenir la croissance future.

Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement

Le tableau suivant résume les flux de trésorerie provenant des activités de financement pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Augmentation des facilités de crédit renouvelables et du découvert bancaire	327,8 \$	— \$
Rachat d'actions à droit de vote subalterne	(55,5)	(288,2)
Dividendes versés	(13,0)	(11,0)
Émission de la dette à long terme	—	388,6
Remboursement de la dette à long terme	(5,9)	(762,9)
Autres	(20,9)	(34,4)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	232,5 \$	(707,9) \$

Les flux de trésorerie nets provenant des activités de financement ont totalisé 232,5 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2022, comparativement à des flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement de 707,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021. L'augmentation de 940,4 millions \$ des flux de trésorerie nets provenant des activités de financement est principalement attribuable à la baisse du remboursement net de la dette, au recours accru aux facilités de crédit renouvelables et à la baisse du montant investi pour racheter des actions au cours du trimestre clos le 30 avril 2022.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles importantes de la Société au 30 avril 2022.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant total
Fournisseurs et charges à payer	1 447,2 \$	— \$	— \$	— \$	1 447,2 \$
Dette à long terme (incluant les intérêts)	155,2	165,2	163,2	1 838,4	2 322,0
Obligations locatives (incluant les intérêts)	36,6	53,0	29,7	45,8	165,1
Instruments financiers dérivés	14,8	4,1	—	—	18,9
Autres passifs financiers	319,8	3,9	2,2	26,5	352,4
Total	1 973,6 \$	226,2 \$	195,1 \$	1 910,7 \$	4 305,6 \$

La Société conclut des ententes d'achat avec des fournisseurs relativement à des matériaux utilisés dans la production. Ces ententes sont généralement conclues avant le début de la production et peuvent établir une quantité fixe ou variable de matériaux qui seront achetés. En raison de l'incertitude en ce qui a trait à la quantité et au prix des matériaux pouvant être achetés, la Société ne peut déterminer avec exactitude ses engagements relatifs à ces ententes d'achat.

La direction est d'avis que les activités d'exploitation et le financement disponible de la Société lui procureront des sources de liquidités suffisantes pour répondre à ses besoins à court et à long terme.

Sources de financement

Facilités de crédit renouvelables

Le 16 février 2022, la Société a modifié ses facilités de crédit renouvelables afin d'augmenter le montant total pouvant être prélevé sur celles-ci pour le faire passer à 1 100,0 millions \$ et de remplacer les références au taux LIBOR par des références au taux SOFR. La grille de prix et les autres modalités sont demeurées inchangées.

Les taux d'intérêt applicables varient en fonction d'un ratio de levier financier défini dans la convention concernant les facilités de crédit renouvelables comme étant le ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie consolidés de la Société (le « ratio de levier financier »). Les taux d'intérêt applicables s'établissent comme suit :

Monnaie	Taux d'intérêt applicables
Le montant en dollars américains	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux SOFR à terme (défini comme le taux d'intérêt à terme prospectif fondé sur le SOFR majoré d'un ajustement usuel au titre de l'écart de crédit) majoré de 1,45 % à 3,00 % par année, ou▪ au taux de base américain majoré de 0,45 % à 2,00 % par année, ou▪ au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,45 % à 2,00 % par année;
Le montant en dollars canadiens	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux des acceptations bancaires majoré de 1,45 % à 3,00 % par année, ou▪ au taux préférentiel du Canada majoré de 0,45 % à 2,00 % par année;
Le montant en euros	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux EURIBOR majoré de 1,45 % à 3,00 % par année.

De plus, la Société paie des commissions d'engagement de 0,25 % à 0,40 % par année sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables.

Au 30 avril 2022, les coûts d'emprunt en vertu des facilités de crédit renouvelables s'établissaient comme suit :

Monnaie	Coûts d'emprunt
Le montant en dollars américains	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux SOFR à terme majoré de 1,45 % par année, ou▪ au taux de base américain majoré de 0,45 % par année, ou▪ au taux préférentiel des États-Unis majoré de 0,45 % par année;
Le montant en dollars canadiens	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux des acceptations bancaires majoré de 1,45 % par année, ou▪ au taux préférentiel du Canada majoré de 0,45 % par année;
Le montant en euros	<ul style="list-style-type: none">▪ au taux EURIBOR majoré de 1,45 % par année.

Au 30 avril 2022, les commissions d'engagement sur le montant non prélevé des facilités de crédit renouvelables s'établissaient à 0,25 % par année.

Afin d'avoir pleinement accès à ses facilités de crédit renouvelables, la Société doit maintenir, dans certaines circonstances, un ratio minimal de couverture des charges fixes. De plus, le total des emprunts disponibles est assujéti, en vertu des facilités de crédit renouvelables, à un calcul de la capacité d'emprunt correspondant à la somme de 75 % de la valeur comptable des créances clients et autres débiteurs et de 50 % de la valeur comptable des stocks.

Au 30 avril 2022 et au 31 janvier 2022, la Société avait contracté les emprunts suivants :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2022	31 janvier 2022
Facilités de crédit renouvelables et découvert bancaire	327,8 \$	néant
Lettres de crédit émises	23,7	20,6
Lettres de crédit en cours en vertu d'autres conventions bancaires	5,1	4,5

Facilité à terme

Au 30 avril 2022, les coûts d'emprunt en vertu de l'emprunt à terme B-1 s'établissaient comme suit :

Emprunt	Coûts d'emprunt
Emprunt à terme B-1	<ul style="list-style-type: none">▪ 2,00 % par année, le taux LIBOR minimal étant de 0,00 %, ou▪ au taux de base américain majoré de 1,00 %, ou▪ au taux préférentiel des États-Unis majoré de 1,00 %.

Conformément à la facilité à terme, les coûts d'emprunt au taux de base américain ou au taux préférentiel des États-Unis ne peuvent être inférieurs aux coûts d'emprunt au taux LIBOR.

La Société est tenue de rembourser chaque trimestre au moins 0,25 % du montant nominal. Par conséquent, la Société a remboursé un montant de 3,8 millions \$ US (4,9 millions \$) au cours du trimestre clos le 30 avril 2022. En outre, dans l'éventualité où elle affichait une situation de trésorerie excédentaire à la fin de l'exercice et un ratio de levier financier supérieur à un certain seuil, la Société pourrait être tenue de rembourser une partie de la facilité à terme. Au 30 avril 2022, la Société n'était pas tenue de rembourser une partie de la facilité à terme en vertu de cette exigence.

Emprunts à terme autrichiens

Au 30 avril 2022, le montant restant dû par la Société en vertu de ses emprunts à terme autrichiens s'élevait à 109,8 millions € (148,1 millions \$). Ces emprunts portent intérêt à des taux allant de 0,80 % à 1,90 % et viennent à échéance entre décembre 2022 et décembre 2030. Après le 30 avril 2022, la Société a remboursé intégralement le solde de son emprunt non garanti de 55,0 millions € (74,2 millions \$) contracté en vertu d'un programme du gouvernement autrichien lié à la COVID-19 au cours de l'exercice 2021.

Le 24 mai 2022, la Société a conclu une convention d'emprunt non garanti assortie de taux d'intérêt favorables en vertu d'un programme commandité par le gouvernement autrichien visant à soutenir les dépenses d'investissement respectueuses de l'environnement. En vertu de ce programme, le gouvernement autrichien garantit une partie de l'emprunt. L'emprunt, dont le montant nominal total s'élève à 55,0 millions € (74,2 millions \$), arrivera à échéance en 2029, porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 0,74 % par année et prévoit des remboursements périodiques.

Obligations locatives

Au 30 avril 2022, les obligations contractuelles à l'égard des actifs acquis en vertu de contrats de location s'élevaient à 165,1 millions \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Au cours du trimestre clos le 30 avril 2022, la Société a poursuivi l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités annoncée et lancée au cours de l'exercice clos le 31 janvier 2022 et racheté aux fins d'annulation 463 950 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie totale de 47,2 millions \$.

Dividende

Le 2 juin 2022, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,16\$ par action à l'intention des porteurs d'actions à droit de vote multiple et d'actions à droit de vote subalterne. Le dividende sera payé le 14 juillet 2022 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 30 juin 2022.

Le conseil d'administration a déterminé que ce dividende trimestriel était approprié en fonction de plusieurs facteurs pertinents, soit notamment des résultats d'exploitation de la Société, de ses surplus et de ses besoins de trésorerie courants et prévus, ainsi que de sa situation financière, des restrictions contractuelles et des engagements stipulés dans les ententes de financement (y compris les restrictions prévues par la facilité à terme et les facilités de crédit renouvelables ou d'autres conventions importantes) et du contrôle de la solvabilité que le droit commercial lui impose.

Le versement de chaque dividende trimestriel doit être déclaré par le conseil d'administration. Le montant réel, la date de déclaration, la date d'inscription et la date de versement de chaque dividende trimestriel sont déterminés au gré du conseil d'administration.

Situation financière consolidée

Le tableau ci-dessous présente les principaux écarts observés dans les états consolidés intermédiaires résumés non audités de la situation financière de la Société entre le 30 avril 2022 et le 31 janvier 2022, ainsi que l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts, l'écart net connexe (qui ne tient pas compte de l'incidence de la fluctuation des taux de change sur ces écarts) et les explications de l'écart net.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2022	31 janvier 2022	Écart	Incidence des taux de change	Écart net	Explications de l'écart net
Créances clients et autres débiteurs	411,9 \$	465,7 \$	(53,8) \$	10,3 \$	(43,5) \$	S'explique principalement par le calendrier de recouvrement pour l'exercice 2022 et par la diminution des taxes de vente à recevoir.
Stocks	2 001,5	1 691,3	310,2	47,4	357,6	S'explique principalement par l'augmentation des produits en cours en raison des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, ainsi que par la hausse des stocks de matières premières en vue de la production à venir.
Immobilisations corporelles	1 457,2	1 441,9	15,3	18,8	34,1	S'explique principalement par les investissements continus liés à la capacité des immobilisations corporelles.
Fournisseurs et charges à payer	1 447,2	1 622,9	(175,7)	19,1	(156,6)	S'explique principalement par les modalités de paiement ajustées pour les fournisseurs dans le cadre de la stratégie d'approvisionnement dans un contexte de perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale.
Provisions	432,3	414,3	18,0	3,2	21,2	Aucun écart important.
Revenus différés	410,4	355,2	55,2	(0,8)	54,4	S'explique principalement par le report des revenus liés à des unités essentiellement achevées chez des concessionnaires.
Dette à long terme, y compris la tranche courante	2 043,7	2 040,5	3,2	(8,4)	(5,2)	Aucun écart important.
Passifs découlant des avantages sociaux futurs du personnel	147,6	220,2	(72,6)	6,1	(66,5)	S'explique principalement par l'augmentation du taux d'actualisation de 105 points de base appliqué aux obligations au titre des prestations définies au Canada et de 115 points de base pour les régimes à l'étranger.

Arrangements hors bilan

Arrangements financiers conclus avec les concessionnaires et les distributeurs

La Société, la plupart de ses concessionnaires indépendants et certains de ses distributeurs indépendants sont parties à des ententes conclues avec des fournisseurs de services financiers externes. Ces ententes leur procurent le financement nécessaire à l'achat des produits de la Société et améliorent le fonds de roulement de la Société en permettant le recouvrement plus rapide des créances auprès des concessionnaires et des distributeurs. Environ les trois quarts des ventes de la Société sont effectués aux termes de telles ententes. Les différentes parties susmentionnées ont conclu des ententes avec TCF Inventory Finance Inc., Financement commercial TCF Canada Inc., TCF Commercial Finance LLC et TCF Commercial Finance New Zealand Ltd (collectivement « TCF »), qui leur octroient des facilités de financement en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande et avec Wells Fargo Commercial Distribution Finance, Wells Fargo Bank International, Wells Fargo International Finance LLC et Wells Fargo International Finance (New Zealand) Limited (collectivement « Wells Fargo »), qui leur accordent des facilités de financement en Amérique du Nord, en Europe et en Australie. L'entente conclue entre la Société et TCF expirera le 31 janvier 2023. Dans le cas de la plupart des contrats conclus avec Wells Fargo, la période d'engagement ne peut se poursuivre après le 2 juin 2023.

Le montant du financement accordé aux concessionnaires et aux distributeurs indépendants de la Société a totalisé 1 752,6 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2022, comparativement à 1 617,9 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021. Le solde exigible du financement obtenu par les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société auprès des sociétés de financement externes se chiffrait respectivement à 1 307,4 millions \$ et à 1 319,4 millions \$ au 30 avril 2022 et au 31 janvier 2022.

La répartition du solde exigible par pays et par monnaie locale entre les concessionnaires et les distributeurs indépendants de la Société avec les sociétés de financement externes s'établit comme suit aux dates indiquées :

(en millions)	Monnaie	30 avril 2022	31 janvier 2022
Solde exigible	CAD	1 307 \$	1 319 \$
États-Unis	USD	727 \$	737 \$
Canada	CAD	263 \$	266 \$
Europe	EUR	33 €	32 €
Australie et Nouvelle-Zélande	AUD	77 \$	81 \$

Les coûts engagés par la Société dans le cadre des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs ont totalisé 10,3 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2022 comparativement à 7,8 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2021.

En vertu des ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs, la Société pourrait, dans l'éventualité d'une défaillance du concessionnaire ou du distributeur, être tenue de racheter des sociétés de financement des produits repris neufs inutilisés à un prix équivalant au total du solde exigible du concessionnaire ou du distributeur par les sociétés de financement. Au cours de l'exercice 2022, la Société a renégocié et regroupé certaines de ses obligations de rachat à l'endroit d'obligations détenues par les mêmes fournisseurs de financement externes. Dorénavant, les obligations seront limitées au montant le plus élevé entre 14,0 millions \$ US (17,9 millions \$) ou 15 % du solde exigible moyen du financement sur les 12 mois de l'année civile en vertu des ententes de financement et 25,0 millions \$ US (32,0 millions \$) ou 10 % du solde exigible moyen du financement pendant les 12 derniers mois en vertu des ententes de financement (90,3 millions \$ au 30 avril 2022).

Le solde maximal du financement soumis à l'obligation de rachat par la Société de produits repris neufs inutilisés était de 108 millions \$ au 30 avril 2022 et de 102 millions \$ au 31 janvier 2022.

La Société n'a pas subi de pertes importantes à la suite de la reprise de possession de produits neufs inutilisés par les sociétés de financement au cours des trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021.

Financement des unités essentiellement achevées

Au cours de l'exercice 2022, la Société a modifié l'une de ses ententes de financement des concessionnaires et des distributeurs afin de permettre le financement des unités essentiellement achevées expédiées aux concessionnaires de la Société (les « unités essentiellement achevées »). Le financement de ces unités essentiellement achevées est conditionnel à certains seuils financiers. Aux termes de l'entente modifiée, les concessionnaires de la Société sont tenus de se conformer à certains seuils liés aux unités essentiellement achevées qui leur sont expédiées (les « seuils »).

Au 30 avril 2022, le montant maximal total des obligations en cours de l'ensemble des concessionnaires à l'égard des unités essentiellement achevées ne pouvait être supérieur à 400 millions \$ US (512,2 millions \$). Cette limite doit être réduite progressivement pour s'établir à 300,0 millions \$ US (384,1 millions \$) au 31 janvier 2023, et à néant au 30 avril 2023. En tout temps, le montant maximal des obligations en cours d'un concessionnaire en particulier en ce qui a trait à des unités essentiellement achevées ne doit pas être supérieur à 15 millions \$ US (19,2 millions \$). En outre, les obligations maximales de l'ensemble des concessionnaires en ce qui a trait aux produits saisonniers se limitent à 50 millions \$ US (64,0 millions \$) pour les motoneiges au 30 avril 2022 et à 50 millions \$ US (64,0 millions \$) pour les motomarines au 30 septembre 2022.

Si l'un des seuils était dépassé, la Société serait tenue de réduire le financement des concessionnaires visés en assumant la responsabilité de ce financement jusqu'à ce que les concessionnaires se conforment aux seuils. Les unités essentiellement achevées cessent d'être prises en compte dans les seuils lorsque toutes les pièces manquantes sont installées par les concessionnaires. Au 30 avril 2022, la Société se conformait aux seuils.

Conventions de financement offertes à des particuliers

La Société a des relations contractuelles avec des sociétés de financement externes afin de faciliter l'octroi de crédit aux particuliers pour l'achat de ses produits en Amérique du Nord. Ces conventions permettent généralement à la Société d'offrir un taux d'intérêt privilégié aux particuliers pour une période définie aux termes de certains programmes de vente. Au Canada, la Société a de telles conventions avec Services de financement TD et la Fédération des caisses Desjardins du Québec. Aux États-Unis, la Société a de telles conventions avec Sheffield Financial, Citi Retail Services et Roadrunner Financial. Les obligations financières de la Société aux termes de ces contrats se rapportent aux engagements qu'elle prend dans le cadre de certains programmes de vente.

Transactions entre parties liées

Transactions avec Bombardier Inc., société liée au groupe Beaudier

En vertu de la convention d'achat conclue en 2003 relativement à l'acquisition du secteur des produits récréatifs de Bombardier Inc., la Société s'est engagée à rembourser à Bombardier Inc. des montants au titre de l'impôt sur le résultat représentant respectivement 22,2 millions \$ au 30 avril 2022 et 22,1 millions \$ au 31 janvier 2022. Les versements commenceront lorsque Bombardier Inc. commencera à verser des paiements relatifs à l'impôt sur le résultat au Canada et/ou aux États-Unis. La Société ne s'attend pas à faire de paiements à Bombardier Inc. dans le cadre de cette obligation au cours de l'exercice 2023.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société se répartissent en actifs financiers et en passifs financiers et sont évalués à la clôture de chaque période à leur juste valeur ou au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, selon le classement établi conformément aux normes IFRS. Par leur nature, les actifs financiers sont exposés au risque de crédit, tandis que les passifs financiers sont exposés au risque de liquidité. En outre, les instruments financiers et les transactions de la Société pourraient être libellés en devises, ce qui donnerait lieu à un risque de change qui pourrait être atténué au moyen d'instruments financiers dérivés. Dans une moindre mesure, la Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à ses facilités de crédit renouvelables, à sa facilité à terme et à ses emprunts à terme autrichiens.

Risque de change

Les éléments présentés dans les états consolidés du résultat net, les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie et figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, qui sont libellés en dollars canadiens, sont fortement exposés aux fluctuations des taux de change, essentiellement les taux de conversion du dollar américain et de l'euro en dollars canadiens.

Les entrées et les sorties de trésorerie de la Société se font principalement en dollars canadiens, en dollars américains et en euros. À l'aide de ses opérations commerciales, la Société tient généralement à compenser les entrées et les sorties de trésorerie libellées en dollars américains et en euros.

Dans le cas de certaines devises que la Société ne parvient pas à compenser au moyen de ses opérations commerciales récurrentes, essentiellement pour le dollar américain, le dollar australien, la couronne suédoise, la couronne norvégienne et la livre sterling, la Société a recours à des contrats de change, conformément à sa stratégie de couverture. La direction examine périodiquement la position de couverture pertinente et peut la couvrir à sa discrétion à l'intérieur des paramètres autorisés définis dans la politique de couverture, jusqu'à concurrence du pourcentage maximal prévu. Les contrats sont comptabilisés selon le modèle de couverture des flux de trésorerie qui tient compte des ventes prévues qui seront très probablement effectuées dans les devises concernées, et les gains ou les pertes sur les instruments dérivés en question ne sont comptabilisés au résultat net que lorsque les ventes prévues se réalisent.

Enfin, pour réduire l'exposition découlant de la réévaluation à la clôture de la période des éléments monétaires libellés dans une autre monnaie fonctionnelle, la Société a recours à des contrats de change. Ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net à la clôture de chaque période de façon à limiter les gains ou les pertes découlant de la réévaluation, au taux de fin de période, de ces passifs libellés en devises.

Bien que l'application de la stratégie de couverture de la Société protège, dans une certaine mesure, le bénéfice d'exploitation de la Société contre d'importantes fluctuations des taux de change, il n'en reste pas moins que le bénéfice net est exposé de manière importante aux fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain du fait de la dette à long terme libellée dans cette devise. Cependant, une incidence monétaire pour la Société est possible seulement dans la mesure où la facilité à terme est remboursée.

Risque de liquidité

La Société pourrait avoir de la difficulté à respecter les obligations liées à ses passifs financiers. Afin de gérer adéquatement son risque de liquidité, la Société surveille continuellement ses besoins en flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, tout en tenant compte du caractère saisonnier des besoins de son fonds de roulement, de même que de la répartition de ses revenus et de ses charges. La Société estime que les flux de trésorerie dégagés par ses activités d'exploitation, ajoutés à ses fonds en banque et aux fonds dont elle peut disposer aux termes de ses facilités de crédit, lui assurent une souplesse financière suffisante et réduisent son risque de liquidité.

Risque de crédit

La Société pourrait être exposée, dans le cours normal de ses activités, à l'incapacité potentielle de ses concessionnaires, de ses distributeurs et de ses autres partenaires commerciaux à respecter leurs obligations contractuelles à l'égard des actifs financiers et des montants garantis en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo.

La Société estime que le risque de crédit associé à ses créances clients et à ses responsabilités limitées en vertu des ententes de financement conclues par les concessionnaires et les distributeurs avec TCF et Wells Fargo ne représente pas une importante concentration de risque et de perte en raison du grand nombre de concessionnaires, de distributeurs et d'autres partenaires commerciaux et de leur répartition dans de nombreuses régions géographiques. De plus, la Société atténue ce risque en exerçant ses activités par l'intermédiaire de ses propres canaux de distribution et en assurant le suivi de la solvabilité des concessionnaires et des distributeurs établis dans diverses régions géographiques.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt surtout sur le LIBOR, en fonction duquel est calculé l'intérêt sur sa facilité à terme. Toutefois, la Société a conclu des contrats de taux plafonds garantis limitant son exposition à la hausse des taux d'intérêt.

Mesures non conformes aux normes IFRS et tableaux de rapprochement

La Société utilise des mesures et des ratios non conformes aux normes IFRS, notamment ceux présentés ci-dessous.

Mesures non conformes aux normes IFRS		
	Définition	Motif
BAIIA normalisé	Bénéfice net avant les frais financiers, les produits financiers, la charge (l'économie) d'impôt, la charge d'amortissement et les éléments normalisés	Aider la direction et les investisseurs à évaluer la performance financière des activités d'exploitation de la Société sur une base continue en excluant certains éléments hors trésorerie, comme la charge d'amortissement, la charge de perte de valeur, le gain ou la perte de change sur la dette à long terme libellée en dollars américains de la Société et le gain ou la perte de change sur certaines des obligations locatives de la Société. D'autres éléments, comme les coûts de restructuration, les coûts liés à la réduction progressive de la production, les gains ou les pertes non récurrents et les frais connexes à l'acquisition, pourraient être exclus du bénéfice net lors du calcul du BAIIA normalisé étant donné qu'ils sont considérés comme n'étant pas représentatifs de la performance opérationnelle de la Société.
Bénéfice net normalisé	Bénéfice net ajusté pour tenir compte des éléments normalisés et de l'incidence fiscale connexe	En plus de la performance financière des activités d'exploitation, ces mesures tiennent compte de l'incidence des activités d'investissement, des activités de financement et de l'impôt sur le résultat sur les résultats financiers de la Société.
Charge d'impôt normalisée	Charge d'impôt ajustée pour tenir compte de l'incidence fiscale sur les éléments normalisés et pour normaliser certains éléments d'impôts spécifiques	
Taux d'imposition effectif normalisé	Fondé sur le bénéfice net normalisé avant la charge d'impôt normalisée	
Bénéfice normalisé par action – de base et dilué	Respectivement calculés en divisant le bénéfice net normalisé par le nombre moyen pondéré d'actions – de base et le nombre moyen pondéré d'actions – dilué	
Flux de trésorerie disponibles	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	

La Société est d'avis que les mesures non conformes aux normes IFRS constituent des mesures additionnelles importantes de la performance financière, car elles éliminent les éléments qui ont moins d'incidence sur la performance financière de la Société, faisant ainsi ressortir les tendances de ses principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. La Société est également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées utilisent fréquemment des mesures non conformes aux normes IFRS dans leur évaluation des émetteurs, dont une grande partie utilise des mesures semblables dans la présentation de ses résultats. La direction utilise aussi des mesures non conformes aux normes IFRS afin de faciliter les comparaisons de la performance financière d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation annuels, d'évaluer la capacité de la Société à satisfaire ses besoins futurs en matière de service de la dette, de dépenses d'investissement et de fonds de roulement, et également à titre de composante dans le calcul de la rémunération incitative à court terme des employés de la Société. Comme d'autres sociétés peuvent calculer différemment ces mesures non conformes aux normes IFRS, ces paramètres ne sont pas comparables à des mesures désignées de façon semblable présentées par d'autres sociétés.

Tableaux de rapprochement

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le bénéfice net et le bénéfice net normalisé¹ et le rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA normalisé¹.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Bénéfice net	121,0 \$	244,4 \$
Éléments normalisés		
(Gain) perte de change sur la dette à long terme et les obligations locatives	16,1	(78,6)
(Gain) perte dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1,8)	21,3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	1,1	1,1
Coûts de transaction sur la dette à long terme ²	—	44,3
Coûts de transaction et autres charges connexes ³	—	0,2
Réduction progressive de la production de moteurs hors-bord Evinrude ⁴	—	0,7
Coûts de restructuration et coûts connexes ⁵	—	(0,1)
Autres	1,3	—
Ajustement au titre de l'impôt ^{1,6}	(0,6)	(11,3)
Bénéfice net normalisé¹	137,1	222,0
Charge d'impôt normalisée ¹	49,3	77,0
Frais financiers ajustés	16,5	17,1
Produits financiers ajustés	(1,0)	(1,2)
Dotations à l'amortissement ajustée	70,2	64,1
BAIIA normalisé¹	272,1 \$	379,0 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Au cours de l'exercice 2022, la Société a engagé une prime de remboursement anticipé de 15,1 millions \$ et a décomptabilisé des coûts de transaction non amortis de 29,2 millions \$ liés au remboursement intégral de son emprunt à terme B-2 en cours de 597,0 millions \$ US.

3. Coûts liés aux regroupements d'entreprises.

4. La Société a engagé des coûts liés à la réduction progressive de la production de moteurs hors-bord qui comprennent notamment des coûts d'inactivité ainsi que d'autres coûts de sortie.

5. La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.

6. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation et les flux de trésorerie disponibles¹.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	(333,1) \$	164,9 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	92,6	85,5
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	16,4	11,7
Flux de trésorerie disponibles¹	(442,1) \$	67,7 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les éléments inclus dans le bénéfice net normalisé¹ et le BAIIA normalisé¹ et les mesures conformes aux normes IFRS respectives, et présente également le calcul du bénéfice normalisé par action – de base et dilué¹.

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Rapprochement de la dotation à l'amortissement		
Dotation à l'amortissement	71,3 \$	65,8 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	1,1	1,1
Réduction progressive de la production de moteurs hors-bord Evinrude ²	—	0,6
Dotation à l'amortissement ajustée	70,2 \$	64,1 \$
Rapprochement de la charge d'impôt		
Charge d'impôt	48,7 \$	65,7 \$
Ajustement au titre de l'impôt ³	(0,6)	(11,3)
Charge d'impôt normalisée¹	49,3 \$	77,0 \$
Rapprochement des frais financiers		
Frais financiers	16,5 \$	82,7 \$
Coûts de transaction sur la dette à long terme ⁴	—	44,3
Perte dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	—	21,3
Frais financiers ajustés	16,5 \$	17,1 \$
Rapprochement des produits financiers		
Produits financiers	(2,8) \$	(1,2) \$
Gain dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1,8)	—
Produits financiers ajustés	(1,0) \$	(1,2) \$
Calcul du bénéfice normalisé par action – de base¹		
Bénéfice net normalisé ¹	137,1 \$	222,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	81 075 819	84 967 050
Bénéfice normalisé par action – de base¹	1,69 \$	2,61 \$
Calcul du bénéfice normalisé par action – dilué¹		
Bénéfice net normalisé ¹	137,1 \$	222,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,1	0,2
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	82 701 016	87 606 457
Bénéfice normalisé par action – dilué¹	1,66 \$	2,53 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

2. Au cours des trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021, la Société a engagé des coûts liés à la réduction progressive de la production de moteurs hors-bord qui comprennent notamment des coûts d'inactivité ainsi que d'autres coûts de sortie.

3. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé.

4. Au cours de l'exercice 2022, la Société a engagé une prime de remboursement anticipé de 15,1 millions \$ et a décomptabilisé des coûts de transaction non amortis de 29,2 millions \$ liés au remboursement intégral de son emprunt à terme B-2 en cours de 597,0 millions \$ US.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres clos les							
	30 avril 2022	31 janvier 2022	31 octobre 2021	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 juillet 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action et la marge brute)	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2022	Exercice 2022	Exercice 2022	Exercice 2021	Exercice 2021	Exercice 2021
Revenus par catégorie								
Groupe sports motorisés								
Produits toutes saisons	934,4 \$	853,1 \$	736,3 \$	955,6 \$	922,5 \$	759,7 \$	803,0 \$	621,2 \$
Produits saisonniers	408,7	1 048,9	437,3	574,5	463,4	671,4	508,3	322,7
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	343,5	310,6	283,7	248,6	300,7	256,8	259,7	209,0
Groupe marin	122,7	134,9	130,7	125,1	122,0	127,2	103,7	80,4
Total des revenus	1 809,3	2 347,5	1 588,0	1 903,8	1 808,6	1 815,1	1 674,7	1 233,3
Marge brute	454,4	609,5	410,6	570,1	542,0	501,9	486,9	248,4
<i>En pourcentage des revenus</i>	25,1 %	26,0 %	25,9 %	29,9 %	30,0 %	27,7 %	29,1 %	20,1 %
Bénéfice net	121,0	209,6	127,7	212,9	244,4	264,2	198,7	126,1
BAIIA normalisé¹	272,1	416,4	251,7	415,0	379,0	313,1	348,6	214,3
Bénéfice net normalisé¹	137,1	251,3	123,7	249,5	222,0	162,8	190,6	100,9
Bénéfice de base par action	1,49	2,55	1,57	2,54	2,87	3,02	2,27	1,45
Bénéfice dilué par action	1,46	2,50	1,53	2,46	2,79	2,95	2,22	1,43
Bénéfice de base normalisé par action¹	1,69	3,06	1,52	2,97	2,61	1,86	2,17	1,16
Bénéfice dilué normalisé par action¹	1,66 \$	3,00 \$	1,48 \$	2,89 \$	2,53 \$	1,82 \$	2,13 \$	1,14 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Tableau de rapprochement des résultats consolidés trimestriels

	Trimestres clos les							
	30 avril 2022 Exercice 2023	31 janvier 2022 Exercice 2022	31 octobre 2021 Exercice 2022	31 juillet 2021 Exercice 2022	30 avril 2021 Exercice 2022	31 janvier 2021 Exercice 2021	31 octobre 2020 Exercice 2021	31 juillet 2020 Exercice 2021
Bénéfice net	121,0 \$	209,6 \$	127,7 \$	212,9 \$	244,4 \$	264,2 \$	198,7 \$	126,1 \$
Éléments normalisés								
(Gain) perte de change sur la dette à long terme et les obligations locatives	16,1	48,4	(10,4)	27,3	(78,6)	(103,0)	(9,8)	(97,8)
Coûts de transaction sur la dette à long terme ¹	—	—	—	—	44,3	—	—	—
Coûts de transaction et autres charges connexes ²	—	—	—	5,6	0,2	0,2	0,4	0,4
(Gain) perte dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1,8)	—	—	—	21,3	—	—	—
Réduction progressive de la production de moteurs hors-bord Evinrude ³	—	(1,3)	(0,7)	1,6	0,7	2,0	13,5	80,6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux regroupements d'entreprises	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,0
Coûts de restructuration et coûts connexes (reprise) ⁴	—	—	—	—	(0,1)	—	—	1,8
Gain à la résiliation d'un contrat de location ⁵	—	(8,7)	—	—	—	—	—	—
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	(12,7)	—
Gain découlant d'un litige ⁶	—	—	—	—	—	—	(4,0)	—
Incidence de la pandémie de COVID-19 ⁷	—	—	—	—	—	(1,7)	2,7	5,4
Charge de perte de valeur ⁸	—	—	—	—	—	—	—	5,7
Autres éléments	1,3	1,1	0,1	2,9	—	—	0,6	—
Ajustement au titre de l'impôt ⁹	(0,6)	1,2	6,0	(1,8)	(11,3)	—	—	(22,3)
Bénéfice net normalisé¹⁰	137,1	251,3	123,7	249,5	222,0	162,8	190,6	100,9
Charge d'impôt normalisée ¹⁰	49,3	77,9	45,9	87,1	77,0	60,7	69,0	22,4
Frais financiers ajustés	16,5	14,0	16,4	15,8	17,1	26,2	28,0	28,8
Produits financiers ajustés	(1,0)	(0,3)	(0,7)	(1,6)	(1,2)	(2,7)	(2,0)	(1,1)
Dotation à l'amortissement ajustée	70,2	73,5	66,4	64,2	64,1	66,1	63,0	63,3
BAlIA normalisé¹⁰	272,1 \$	416,4 \$	251,7 \$	415,0 \$	379,0 \$	313,1 \$	348,6 \$	214,3 \$

1. Au cours de l'exercice 2022, la Société a engagé une prime de remboursement anticipé de 15,1 millions \$ et a décomptabilisé des coûts de transaction non amortis de 29,2 millions \$ liés au remboursement intégral de son emprunt à terme B-2 en cours de 597,0 millions \$ US.
2. Coûts liés aux regroupements d'entreprises.
3. La Société a engagé des coûts liés à la réduction progressive de la production de moteurs hors-bord qui comprennent notamment des incitatifs liés aux ventes au détail, des coûts de restructuration, des coûts d'inactivité, ainsi que d'autres coûts de sortie.
4. La Société procède, de temps à autre, à des activités de restructuration et de réorganisation afin d'améliorer sa flexibilité et son efficacité. Les coûts liés à ces activités sont principalement composés de coûts au titre des indemnités de départ et de salaires au titre du maintien en poste du personnel.
5. Au cours de l'exercice 2022, la Société a fait l'acquisition de ses deux installations louées au Mexique. La décomptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation connexes et des obligations locatives connexes a donné lieu à un gain de 8,7 millions \$ à la résiliation d'un contrat de location.
6. La Société était partie à des litiges concernant des violations de brevets avec l'un de ses concurrents.
7. Coûts marginaux liés à la pandémie de COVID-19 qui comprennent notamment le coût de la main-d'œuvre lié aux mises à pied temporaires.
8. Au cours de l'exercice 2021, la Société a comptabilisé une charge de perte de valeur liée au secteur Groupe marin.
9. L'ajustement au titre de l'impôt se rapporte à l'impôt au titre des éléments normalisés assujettis à l'impôt et pour lesquels l'impôt sur le résultat a été comptabilisé.
10. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Principales données financières consolidées

Les principales données financières consolidées présentées ci-après pour les trimestres clos les 30 avril 2022 et 2021 sont déterminées en fonction des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes approuvés le 2 juin 2022.

Données sur le bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Revenus par catégorie		
Groupe sports motorisés		
Produits toutes saisons	934,4 \$	922,5 \$
Produits saisonniers	408,7	463,4
PAV liés aux véhicules récréatifs et moteurs pour OEM	343,5	300,7
Groupe marin	122,7	122,0
Total des revenus	1 809,3	1 808,6
Coût des ventes	1 354,9	1 266,6
Marge brute	454,4	542,0
<i>En pourcentage des revenus</i>	25,1 %	30,0 %
Charges d'exploitation		
Vente et marketing	104,4	100,2
Recherche et développement	84,0	65,8
Frais généraux et administratifs	70,1	64,8
Autres revenus d'exploitation	(3,7)	(5,3)
Total des charges d'exploitation	254,8	225,5
Bénéfice d'exploitation	199,6	316,5
Frais financiers nets	13,7	81,5
(Gain) perte de change sur la dette à long terme	16,2	(75,1)
Bénéfice avant impôt	169,7	310,1
Charge d'impôt	48,7	65,7
Bénéfice net	121,0 \$	244,4 \$
Montant attribuable aux actionnaires	120,9 \$	244,2 \$
Montant attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	0,1 \$	0,2 \$
BAIIA normalisé¹	272,1 \$	379,0 \$
Bénéfice net normalisé¹	137,1 \$	222,0 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Autres données financières

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Trimestres clos les	
	30 avril 2022	30 avril 2021
Nombre moyen pondéré d'actions – de base	81 075 819	84 967 050
Nombre moyen pondéré d'actions – dilué	82 701 016	87 606 457
Bénéfice par action – de base	1,49 \$	2,87 \$
Bénéfice par action – dilué	1,46	2,79
Bénéfice normalisé par action – de base ¹	1,69	2,61
Bénéfice normalisé par action – dilué ¹	1,66	2,53
Dividendes déclarés par action	0,16 \$	0,13 \$

1. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux normes IFRS ».

Données sur la situation financière

(en millions de dollars canadiens)	Au 30 avril 2022	Au 31 janvier 2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	55,3 \$	265,8 \$
Fonds de roulement	(168,7)	48,7
Immobilisations corporelles	1 457,2	1 441,9
Total de l'actif	5 210,7	5 030,9
Facilités de crédit renouvelables et découvert bancaire	327,8	—
Total des passifs financiers non courants	2 097,5	2 088,9
Total du passif	5 422,7	5 163,7
Déficit	(212,0)	(132,8)
Total de la dette	2 043,7	2 040,5

Estimations comptables critiques

Estimations et jugements importants

La préparation des états financiers consolidés résumés non audités conformément aux méthodes comptables de la Société exige de la direction qu'elle formule des jugements et des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, ainsi que sur les montants connexes relatifs aux revenus et aux charges, aux autres éléments du bénéfice global et aux informations fournies.

Les meilleures estimations de la Société sont fondées sur les renseignements, les données et les faits connus à la date à laquelle elles sont formulées. La direction s'appuie sur son expérience et sur certains renseignements, sur la conjoncture économique et les tendances en général, ainsi que sur des hypothèses concernant les résultats futurs probables pour formuler les estimations. Ces estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées périodiquement, et les incidences de toute variation sont comptabilisées immédiatement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Le budget d'exploitation annuel de la Société et les révisions du budget qu'elle réalise durant l'exercice (collectivement le « Budget »), de même que le plan stratégique de la Société, comprennent des données fondamentales qui sont utilisées comme base pour établir certaines estimations importantes nécessaires à la préparation des états financiers consolidés audités. Chaque année, la direction prépare son budget d'exploitation et son plan stratégique annuels selon un processus en fonction duquel un budget détaillé sur un an et un plan stratégique sur trois ans sont établis par chaque entité, puis consolidés.

Les flux de trésorerie et la rentabilité compris dans le Budget sont fondés sur les commandes actuelles et futures prévues, la conjoncture générale des marchés, les structures de coûts actuelles, les variations de coûts prévues et les ententes actuelles avec des tiers. La direction utilise des données du budget d'exploitation annuel et des projections ou des hypothèses additionnelles pour calculer les résultats prévus en ce qui a trait au plan stratégique et aux périodes ultérieures.

Le Budget et le plan stratégique sont approuvés par la direction et le conseil d'administration. La direction assure ensuite le suivi du rendement par rapport au Budget. Des écarts importants entre le rendement réel et le rendement prévu constituent un indicateur clé du besoin d'évaluer si certaines des estimations utilisées pour la préparation de l'information financière devraient être révisées.

La direction doit s'appuyer sur des estimations aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société, et elle est d'avis que les estimations les plus importantes sont les suivantes :

Estimation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement si la direction juge probable qu'ils seront réalisés selon le budget annuel, le plan stratégique et des projections additionnelles permettant de calculer les résultats prévus pour des périodes ultérieures.

Estimation des provisions au titre des garanties régulières liées aux produits, des passifs liés aux produits, des programmes de vente et de la restructuration

Le coût de la garantie régulière est établi pour chaque gamme de produits et comptabilisé au moment de la vente en fonction de la meilleure estimation faite par la direction d'après les taux et les tendances historiques au titre des coûts. Les provisions relatives aux garanties régulières sont ajustées lorsque la Société détecte un problème important et récurrent relatif à des produits vendus ou lorsqu'elle constate des écarts en matière de coûts et de tendances par suite de l'analyse des réclamations au titre des garanties régulières.

La provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période est calculée en fonction de la meilleure estimation de la direction en ce qui a trait aux montants nécessaires au règlement des réclamations existantes. De plus, la provision au titre des passifs liés aux produits à la fin de la période de présentation de l'information financière comprend les réclamations engagées, mais non présentées, d'après les coûts historiques moyens.

La provision liée au programme de vente est estimée selon les caractéristiques actuelles du programme, les données historiques et les ventes au détail prévues pour chaque gamme de produits.

La provision au titre de la restructuration est initialement estimée en fonction des coûts estimés du plan de restructuration, selon les éléments du plan approuvé par la direction. La provision au titre de la restructuration fait l'objet d'un examen à la fin de chaque période, de manière à tenir compte de toutes nouvelles informations concernant la réalisation du plan. Au besoin, la provision est ajustée.

Estimation des taux d'actualisation utilisés pour évaluer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies

Afin de déterminer les taux d'actualisation utilisés pour calculer les charges et le passif au titre des régimes à prestations définies, la direction consulte des cabinets d'actuaire externes pour qu'ils lui fournissent des taux d'actualisation utilisés couramment et applicables, qui sont fondés sur le rendement de placements à revenu fixe dans des sociétés de première qualité ayant des flux de trésorerie qui correspondent au versement prévu des prestations pour chaque régime à prestations définies. La direction se fonde sur ses connaissances et sur sa compréhension des facteurs économiques généraux pour tirer une conclusion sur l'exactitude des taux d'actualisation utilisés.

Estimation du taux d'emprunt marginal utilisé pour évaluer l'obligation locative

La direction formule des estimations pour déterminer le taux d'emprunt marginal utilisé pour évaluer l'obligation locative pour chaque contrat de location lorsque le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Le taux d'emprunt marginal doit correspondre au taux d'intérêt que la Société aurait à payer pour emprunter le même actif pour une durée semblable et une garantie similaire.

Estimation de la durée du contrat de location

À la date de début du contrat, lorsqu'elle détermine la durée du contrat de location, la direction tient compte de tous les faits et circonstances faisant que la Société a un avantage économique à exercer une option de prolongation ou à ne pas exercer une option de résiliation. Des options de prolongation ou des périodes assujetties aux options de résiliation sont incluses dans la durée du contrat de location uniquement s'il existe une certitude raisonnable que ce dernier sera prolongé ou qu'il ne sera pas résilié. Cette évaluation est révisée s'il se produit un changement de circonstances important qui dépend de la volonté de la Société.

Jugements importants posés lors de l'application des méthodes comptables de la Société

La direction doit poser certains jugements lors de l'application des méthodes comptables de la Société, particulièrement en ce qui a trait aux éléments suivants :

Dépréciation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation

La Société opère selon un niveau élevé d'intégration et d'interdépendance aux fins de ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution. Les entrées de trésorerie générées par chaque gamme de produits nécessitent le recours à divers actifs de la Société, ce qui limite les tests de dépréciation à effectuer pour un seul actif. Par conséquent, la direction effectue les tests de dépréciation en regroupant les actifs en UGT.

Monnaie fonctionnelle

La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale, mais ses activités de conception, de développement, de fabrication et de distribution font l'objet d'un niveau élevé d'intégration, et la direction doit exercer un jugement important pour déterminer la monnaie fonctionnelle de chaque entité à l'aide des facteurs énoncés dans IAS 21, *Effets des variations des cours des monnaies étrangères*. La direction a déterminé que la monnaie fonctionnelle de chaque entité est sa monnaie locale, à moins que l'évaluation des critères utilisés aux fins de l'évaluation de la monnaie fonctionnelle énoncés dans IAS 21 ne détermine qu'une autre monnaie constitue la monnaie fonctionnelle. Les critères énoncés dans IAS 21 qui sont applicables à chaque entité font l'objet d'un examen annuel, en fonction des transactions avec des tiers uniquement.

Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance

Le 11 avril 2022, la Société a annoncé son engagement visant à renforcer sa responsabilité sociale d'entreprise (« RSE ») par l'entremise du lancement de son nouveau programme RSE25. Le programme prévoit des cibles plus ambitieuses que jamais en matière environnementale et des initiatives concrètes, en plus de fixer des objectifs à atteindre d'ici 2025 et pour l'avenir. Il reflète également l'intention de la Société de devenir l'entreprise citoyenne chef de file de l'industrie.

Le programme RSE25 de la Société vise à favoriser la création de valeur en fonction de trois grands piliers – Environnement, Social et Gouvernance. La responsabilité de chaque pilier a été confiée à de hauts dirigeants qui mettent à profit leur expertise pour permettre d'atteindre les objectifs du programme. Ces objectifs sont axés sur les employés, les communautés, les activités et les produits de BRP et ils se définissent comme suit :

- Réduire l'empreinte carbone générée par nos activités et nos produits;
- Assurer un impact positif et durable au sein de nos communautés et dans le quotidien de nos employés;
- Continuer à prendre des décisions stratégiques éclairées, à respecter des normes élevées en matière d'éthique et à mener nos activités de manière durable.

Parallèlement au lancement du programme RSE25, la Société a établi les premières cibles en matière environnementale qui suivent :

- S'assurer que 50 % des unités vendues soient électriques d'ici 2035;
- Rendre ses installations carboneutres et atteindre le zéro déchet à l'enfouissement d'ici 2030;
- Réduire de 25 % les émissions de CO₂ issues de la chaîne d'approvisionnement d'ici 2035.

La Société a également réaffirmé qu'elle avait pour objectif d'investir 1 % de ses profits avant impôts en soutien aux communautés d'ici 2025, et elle a également annoncé le lancement prochain de son code d'éthique amélioré.

L'approche de la Société à l'égard des questions en matière d'ESG est supervisée par le conseil exécutif d'ESG et par le conseil d'administration, principalement par l'entremise de son comité de nomination, de gouvernance et de responsabilité sociale.

Contrôles et procédures

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société ont la responsabilité d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, ainsi que de son contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels que ces termes sont définis dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ainsi que dans la règle 13a-15(e) et la règle 15d-15(e) de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis, dans leur version modifiée.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et procédures de communication de l'information afin de fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information qui doit être présentée dans les documents que la Société dépose est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Au cours du premier trimestre clos le 30 avril 2022, aucun changement apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société n'a eu d'incidence importante ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de celle-ci.

Limites des contrôles et des procédures

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, ce contrôle interne à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux normes IFRS.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne à l'égard de l'information financière pourrait ne pas prévenir ni détecter les inexactitudes. Les projections de la direction quant au résultat d'une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière sur des périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Facteurs de risque

Pour obtenir une description détaillée des facteurs de risque associés à la Société, veuillez vous reporter à la rubrique « Facteurs de risque » du rapport de gestion de la Société pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 janvier 2022. À la connaissance de la Société, aucun changement important se rapportant à ces facteurs de risque ne s'est produit par rapport aux facteurs de risque publiés à cette date.

Information sur les actions en circulation

Le tableau suivant présente l'information sur les actions en circulation de la Société au 1^{er} juin 2022.

<i>Actions et options d'achat d'actions émises et en circulation</i>	
Actions à droit de vote multiple sans valeur nominale	42 384 200
Actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale	36 300 431
Options d'achat d'actions visant l'acquisition d'actions à droit de vote subalterne	3 757 815

Information supplémentaire

De l'information supplémentaire sur BRP inc. est disponible sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.